

Contribution d’Unia (33.2) au Comité des Droits des Personnes handicapées, Mars 2019

**Information pour la Liste préalable**

**BELGIQUE**

|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 1-4)  * Les autorités belges ont-elles l’intention de mettre en place une ou plusieurs conférence(s) interministérielle(s) concernant les personnes handicapées et visant à implémenter la Convention ? * Quelles sont les activités des focal points et du mécanisme de coordination ? Quels contacts ont-ils avec le mécanisme indépendant et la société civile ? Quelles sont les ressources financières et humaines du mécanisme de coordination ? * Quelles sont les ressources (financières et humaines) allouées aux différents conseils d’avis ? Sont-ils impliqués dans le suivi de l’ensemble des politiques ? Quand seront installés les conseils d’avis manquants ? |



|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 5)  * Quelles sont les mesures prises par les autorités pour assurer une approche uniforme de la législation antidiscrimination qui comprend toutes les formes de discrimination, y compris la discrimination par attribution, la discrimination par association, et l’état de santé antérieur ? * Quelles sont les mesures prises par les autorités pour assurer l’effectivité de la législation antidiscrimination et la protection des victimes de discrimination sur base du handicap ? * La Communauté française peut-elle clarifier sa position sur le droit aux aménagements raisonnables des élèves en situation de handicap et son caractère immédiat et obligatoire ? |

|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 6)  * Quelles sont les mesures prises par les autorités afin d’instaurer, au sein des services, une procédure de prévention et de traitement des plaintes en matière d’abus sexuels ? * Quelles sont les mesures prises par les autorités pour former à la vie relationnelle, affective et sexuelle des personnes handicapées ? |

|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 7)  * Quelles sont les mesures prises par les autorités pour les enfants qui requièrent une aide multisectorielle : aide à la jeunesse, handicap et santé mentale ou qui présentent un double diagnostic ? * Quelles sont les ressources allouées par les autorités pour appuyer les familles des enfants handicapés, prévenir leur abandon et leur placement en institution ? * Quand les autorités vont-elles instaurer un financement qui suit la personne pour les mineurs ? Quelles sont les prochaines étapes concrètes et dans quels délais ? |

|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 8)  * Quelles sont les actions d’information et de sensibilisation (qui seront prochainement) menées par les autorités concernant les droits des personnes handicapées ? * Quelles sont les mesures prises pour assurer la traduction et la diffusion de la Convention et des Observations générales en néerlandais, allemand, langues des signes et en facile à lire ? |

|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 9)  * Quelles sont les mesures législatives prises par les autorités afin de rendre l’environnement existant accessible à tous dans un délai raisonnable ? Quelles échéances sont planifiées et quels sont les moyens qui y sont alloués ? * Quelles sont les mesures législatives et autres adoptées pour garantir l’accès à des moyens de transport inclusifs et accessibles à tous ? Quelles échéances sont planifiées pour rendre accessible en autonomie le matériel roulant (bus, tram, métro, train) depuis les arrêts ? * Quelles sont les mesures prises pour garantir que les constructions neuves ou rénovées soient totalement accessibles ? * Quelles sont les mesures prises pour former les professionnels de la construction et les fonctionnaires qui délivrent des permis d’urbanisme, à la conception universelle et à l’accessibilité ? * Quelles sont les mesures adoptées pour assurer l’accessibilité des services publics, y compris aux personnes sourdes et celles avec une déficience intellectuelle ? |

|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 12)  * Outre les modifications de la loi prévues par la nouvelle loi, quels moyens supplémentaires ont été – et seront - mis à la disposition des juges de paix pour leur permettre de mener à bien leurs missions dans le cadre des statuts de protection de la personne (désignation de l’administrateur, évaluation des capacités réelles de la personne, contrôle des administrateurs, …) ? * Que met en place la Belgique pour assurer que le régime de protection exercé par un administrateur professionnel soit accessible financièrement à la personne protégée ? Comment protège-t-elle les personnes des abus ? * Quand et comment l’autorité fédérale envisage-t-elle de modifier la législation actuelle pour assurer le droit à la décision assistée ? |

|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 13)  * Quand les autorités mettront-elles en place un plan d’action pour rendre les bâtiments judiciaires accessibles ? * Comment les autorités comptent-elles améliorer l’accès à la justice pour les personnes sourdes et prévoir l’organisation et le financement de l’interprétation en langue des signes ? * L’aide juridique gratuite sera-t-elle à nouveau accordée de manière automatique aux personnes avec une allocation de remplacement de revenus ? |

|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 14)  * Quelles démarches les autorités entreprennent-elles pour fournir aux personnes encore internées en milieu carcéral les soins dont elles ont besoin ? * Depuis l’entrée en vigueur de la loi de 2014, le nombre de mesures d’internement prononcées a-t-il réellement diminué par rapport à la mise en œuvre de l’ancienne législation ? * Quelles mesures prennent les autorités afin d’offrir une issue de sortie aux personnes internées sans papier qui ne représentent plus un danger pour la société et dont l’état de santé s’est stabilisé ? * Que font les autorités pour faciliter la sortie des internés des centres de psychiatrie médico-légale ? * Dans quel délai et selon quelles modalités la Belgique envisage-t-elle le transfert des soins de santé en prison vers le SPF Santé Publique ? |

|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 16)  * Quelles sont les actions de prévention entreprises par les autorités quant aux mesures de contention et d’isolement abusives en psychiatrie, dans les institutions et dans l’enseignement spécialisé ? * Quelles sont les mesures prises par les autorités dans la lutte contre la traite des êtres humains des personnes en situation de handicap ? * Quelles sont les mesures que prendront les autorités pour tenir compte des situations de handicap des personnes sans papier ? |

|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 18)  * Les autorités envisagent-elles d'abolir la nouvelle condition relative à la durée de résidence en Belgique pour l'attribution de l’allocation de remplacement du revenus ? |

|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 19)  * Quels sont les efforts des différentes autorités pour faire basculer l’offre et les budgets de solutions résidentielles vers des possibilités de vie plus inclusive et autonome ? * Quels sont les soutiens pour les personnes handicapées et leurs familles pour éviter un placement dans des institutions ? * Quels sont les mesures prises afin d’apporter des solutions aux personnes adultes et enfants sur les listes d’attentes ? * Q |

|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 21)  * Quelles mesures les autorités vont-elles prendre pour rendre leurs informations accessibles en langue des signes et en facile à lire ? * Quelles mesures vont être prises pour résoudre le problème de la pénurie d’interprètes en langue des signes ? Comment Bruxelles et la Wallonie vont-elles financer plus efficacement les services d’interprétation ? |

|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 24)  * Quelles mesures concrètes les autorités compétentes prévoient-elles pour passer de deux systèmes d’enseignement parallèles à un seul système d’enseignement inclusif ? Dans quels délais assisterons-nous à cette transition ? * Quand les autorités vont-elles élaborer et appliquer une politique cohérente d’enseignement inclusif à court et à long terme, avec des garanties de soutien suffisant et continu pour les élèves, les enseignants et les écoles ? * Quelles mesures sont prises par les autorités afin de renforcer la formation des enseignants pour une éducation inclusive ? * Comment les autorités vont-elles garantir le droit d’inscription dans l’enseignement ordinaire pour les élèves qui suivent un programme d’étude individuel adapté et comment vont-elles s’assurer de leur délivrer une certification valable ? * Comment les autorités vont-elles garantir que les élèves handicapés puissent bénéficier du même soutien dans l'enseignement ordinaire que dans l'enseignement spécialisé ? * Quelles mesures les autorités vont-elles prendre pour éliminer la possibilité d'une exemption de l'obligation scolaire et garantir le droit à l'éducation de tous les enfants ? |

### 

|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 25)  * Quelles sont les mesures prises pour améliorer l’accessibilité des établissements et des services de santé (y compris ambulatoires) aux personnes handicapées ? * Quelles sont les mesures prises pour former les professionnels de la santé à la prise en compte des besoins des personnes handicapées ? |

|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 27)  * Quelles sont les mesures coordonnées au niveau interfédéral pour augmenter le taux d’emploi des personnes handicapées pour le secteur public et le secteur privé ? * Quelles sont les mesures prises par les autorités pour s’assurer du respect des droits aux aménagements raisonnables pour les travailleurs malades de longue durée lors de la réintégration ? * Quels sont les crédits budgétaires alloués à l’emploi des personnes handicapées dans le secteur des entreprises de travail adapté et ceux alloués à la recherche d’emploi et le soutien en emploi dans le secteur ordinaire ? * Quelles sont les mesures (y compris budgétaires) prises pour permettre aux personnes handicapées d’avoir effectivement accès aux services de formation professionnelle et continue offerts à la population générale ? * Quelles sont les mesures prises pour rendre plus attrayant l’accès à une activité indépendante pour les personnes handicapées ? |

|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 28)  * Les autorités ont-elles pour projet de revoir le système des allocations afin de garantir un revenu suffisant aux personnes handicapées et en profiter pour supprimer les pièges à l’emploi ? * Quelles sont les mesures prises afin de garantir un traitement rapide des demandes d’allocations de personnes handicapées ? |

|  |
| --- |
| Proposition de liste de questions (Art. 29)  * Que prévoit l’Etat belge pour éliminer la possibilité de déclarer une personne incapable d’aller voter ? * Quels outils les autorités mettent à la disposition des personnes handicapées pour les encourager et les préparer au vote ? |